

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 11/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANDS MOULINS DE PARIS

99 rue Mirabeau
94200 Ivry-Sur-Seine

Références : D-2024-1394
Code AIOT : 0006401570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement GRANDS MOULINS DE PARIS implanté 13, Traverse Magnan 13003 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A l'issue de l'inspection de février 2023, il avait été constaté que l'accès au site n'est pas maîtrisé par l'exploitant. Ce dernier avait proposé des mesures correctives pour améliorer sa gestion des accès. L'objectif de la visite est de vérifier que l'exploitant a respecté ses engagements et que les mesures proposées sont efficaces.

Par ailleurs, un arrêté de mise en demeure pour respect de prescriptions relatives aux nuisances sonores avait été pris en 2017. L'exploitant a pu finaliser les travaux de mise en conformité. La présente visite avait également pour second objectif de vérifier que les travaux permettent à l'exploitant de justifier la mise en conformité du site.

Les référentiels utilisés sont :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 07/12/2017
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2017

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDS MOULINS DE PARIS
- 13, Traverse Magnan 13003 Marseille
- Code AIOT : 0006401570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société des Grands Moulins de Paris (GMP) exploite sur la commune de MARSEILLE 3, une unité de fabrication de farines (minoterie). L'usine est soumise au régime d'autorisation d'exploiter au titre de la rubrique 3642 des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Le site dispose d'un silo en béton pour lequel il est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gardiennage et contrôle des accès	AP Complémentaire du 07/12/2007, article 7.3.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 30/11/2017, article 1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection considère que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/11/2017 sont respectées.

En revanche, les éléments présentés le jour de la visite ne permettent pas à l'inspection de s'assurer que l'accès au site est totalement maîtrisé par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2007, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 08/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : au regard des mesures correctives présentées par l'exploitant dans le cadre du contradictoire, l'inspection avait proposé de ne pas prendre l'arrêté.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. La gestion des portails est adaptée en conséquence.</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer et les moyens à y affecter.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que, le jour de la visite, l'accès au site est contrôlé par un agent de sécurité posté à l'entrée. L'agent effectue un filtrage visuel des personnes et véhicules.</p> <p>L'exploitant précise en séance que le gardiennage du site, assuré est assuré 24h/24 et 7j/7 par un prestataire depuis juin 2024. Il n'a pas précisé si les badges donnant accès au site en-dehors des périodes d'exploitation, mentionnés lors de la visite de février 2023, sont toujours en vigueur.</p> <p>L'inspection a également constaté que, le jour de la visite, aucune barrière d'accès n'est installée et que le portail est ouvert.</p> <p>Par ailleurs, pour rappel, à l'issue de la visite de février 2023, l'inspection avait proposé un arrêté de mise en demeure de l'exploitant pour la gestion des accès au site. Lors de la phase contradictoire, par courrier du 21/03/2024, l'exploitant s'est engagé à étudier la possibilité de modifier les accès à la rue de la Chapelle côté rue des Cigarières afin de pouvoir fermer le site.</p> <p>L'inspection a pu constater que le permis de construire a été déposé et le dossier a été jugé complet et recevable par la Mairie. L'exploitant sera informé de la décision du service de l'urbanisme d'ici décembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none">• Préciser la gestion des accès au site en-dehors des périodes d'exploitation• tenir l'inspection informée des suites données à la demande de permis de construire :<ul style="list-style-type: none">◦ si un avis favorable est émis, transmettre un rétroplanning des travaux,

<ul style="list-style-type: none"> si l'avis est défavorable, indiquer les autres démarches à étudier pour pouvoir respecter les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 07/12/2007.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/11/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : justificatifs de travaux de mise en conformité date d'échéance qui a été retenue : octobre 2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Grands Moulins de Paris exploitant des silos de blé et de farine et des installations de broyage, nettoyage et tamisage des blés dans son établissement situé 13 Traverse Magnan à Marseille (13003) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral n°126-2007 A susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettant dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, un plan d'action détaillé pour réduire les émissions sonores de ses installations ; mettant en œuvre une première série d'actions visant à réduire les niveaux de bruit et les émergences sonores et en réalisant une campagne de mesure montrant les progrès réalisés dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté ; mettant en œuvre les actions nécessaires pour respecter les niveaux limites de bruit et les émergences sonores réglementées et en réalisant une campagne de mesure le démontrant avant le 31 décembre 2018.
<p>Constats :</p> <p>Une procédure judiciaire suite à plainte pour nuisance sonore avait été engagé à l'encontre de la Société Grands Moulins de Paris.</p> <p>Par courrier du 08/06/2023, l'exploitant avait reçu l'accord du juge chargé du contrôle des expertises pour finaliser les travaux de mise en conformité du site en vue maîtriser ses nuisances sonores.</p> <p>Il a indiqué en séance que les travaux ont pris fin en octobre 2023, le prestataire a effectué en novembre 2023 une campagne de mesure de vérification de l'efficacité des dispositifs mis en place. Les résultats présentés en séance sont satisfaisants sur les 4 points de mesures, notamment sur le point de mesure impactant le plaignant.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant a respecté les prescriptions du point contrôlé.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dernier rapport de mesures réglementaires des niveaux sonores émis par le site de mars 2024 a été présenté en séance.

L'exploitant a expliqué en séance les actions correctives identifiées et mises en œuvre pour lever les non-conformités relevées dans ce rapport.

Il lui est demandé de vérifier que ces mesures correctives ont été efficaces. Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite